



**CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**

**RAPPORT
D'ACTIVITES
2011**



**Consortium pour la Recherche
Economique et Sociale (CRES)**

Rue 10 Prolongée - Cité Iba Ndiaye Djadji, lots 1 et 2 - Pyrotechnie - Dakar, Sénégal

CP : 12023 - BP : 7988, Dakar Médina

Tél. : (221) 33 864 77 57 - (221) 33 864 73 98 Fax : (221) 33 864 77 58

Email : cres_ucad@yahoo.fr - cres@cres-sn.org

Informations : contact@cres-sn.org

Site Web: www.cres-sn.org

Cette publication a été réalisée grâce à une subvention
du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) établi
à Ottawa, au Canada, dans le cadre de l'Initiative Think Tank

Notre vision et nos objectifs

Le CRES est une institution de recherche indépendante au service du Sénégal et de l'Afrique, capable de produire des idées utiles et novatrices pour le progrès économique et social des populations. Son crédo est la promotion de la recherche et des jeunes chercheurs dans le domaine socio-économique afin de produire des savoirs et savoir-faire pour mieux orienter la prise de décision publique et privée au Sénégal et en Afrique. A court, moyen et long termes, l'objectif du CRES est de contribuer à la conception et à la mise en oeuvre de politiques économiques et sociales permettant l'amélioration des conditions de vie des populations. Cet objectif général se décline en plusieurs

Nos objectifs stratégiques

● Dans le domaine de la recherche

- La production de connaissances fiables et novatrices, pour aider les décideurs dans la prise de décision pour l'amélioration de la qualité des politiques de développement en Afrique
- La production, pour la société civile, des éléments de plaidoyer lui permettant de mieux influencer positivement les décideurs nationaux, africains, et la communauté internationale
- La valorisation de l'expertise africaine en matière de recherche en sciences économiques et sociales
- La participation à la lutte contre la pauvreté en Afrique, par une analyse permettant la compréhension des phénomènes socioéconomiques dans nos pays en voie de développement
- La prise en compte de la dimension genre dans l'ensemble des activités de recherche

● Dans le domaine de la formation

- La poursuite et l'amplification de sa politique de renforcement des capacités de ses chercheurs, personnels administratifs et techniques, des jeunes chercheurs africains et des experts des administrations africaines
- Le renforcement des capacités des décideurs pour les rendre plus aptes à prendre des décisions éclairées
- Le renforcement des capacités des agents de l'administration et de la société civile dans le domaine socio-économique

● Dans le domaine de la communication

- L'élaboration et la mise en oeuvre d'une stratégie pluriannuelle de communication pour influencer les décideurs dans les choix des politiques de développement et améliorer la visibilité du CRES
- Le développement d'un programme éditorial hardi basé sur la production de supports imprimés et de supports électroniques
- La mise en oeuvre d'une politique active de dissémination des résultats de ses travaux
- La création et l'animation d'un site internet prometteur pour mieux interagir avec l'environnement extérieur

● Dans le domaine du partenariat

- Le développement de la coopération entre différents centres de recherche, notamment en Afrique ;
- La réalisation de programmes de recherche conjoints, la mutualisation des produits de la recherche, un échange de chercheurs et d'expériences, etc.
- Le renforcement du partenariat avec les universités sénégalaises et étrangères, les organisations de la société civile, les administrations publiques africaines et les organisations d'intégration africaine

● Dans le domaine de la gouvernance

- L'amélioration du système de gouvernance par le fonctionnement régulier et efficace de ses organes de gestion
- La mise en place d'une administration efficace de la recherche pour permettre aux chercheurs et administrateurs de relever les défis à la fois locaux, nationaux, régionaux et internationaux

LE MOT DE LA DIRECTION



Plusieurs faits ont marqué la vie de notre institution en 2011.

D'abord la nouvelle étape franchie au plan partenarial avec la participation du CRES à un important consortium (NO-POOR) qui regroupe des institutions de recherche qui sont en Europe, en Asie, en Afrique, et en Amérique latine, et qui essaient de promouvoir la réflexion sur la problématique de la pauvreté et les OMD. Le CRES jouera un rôle important dans ce consortium par son implication dans les principaux axes de recherche et la dissémination des résultats.

Un autre fait marquant est l'augmentation du nombre d'articles publiés dans des revues académiques internationales qui témoigne du renforcement de la capacité de recherche du CRES et du net relèvement de la qualité de cette recherche.

L'année 2011 aura aussi été marquée par le renforcement des relations avec la société civile. C'est le cas avec la LISTAB (Ligue sénégalaise anti tabac) dont le CRES est membre fondateur et qui regroupe une vingtaine d'organisations. Le CRES participe activement aux activités de la ligue en tant que bras technique dans la promotion et la promulgation d'une nouvelle législation antitabac au Sénégal.

Un autre fait majeur qui a marqué 2011 est le fait que le CRES s'est un peu plus affirmé au plan Ouest africain, d'une part dans le cadre de son programme régional de recherche-action sur la taxation des produits du tabac en Afrique

de l'Ouest avec la mise en place d'une équipe fonctionnelle dans chacun des 15 pays membres de la CEDEAO, équipes comprenant à la fois des chercheurs et des experts des administrations fiscales et douanières ainsi que les institutions nationales de la statistique et les cellules nationales de la CEDEAO, et d'autre part, dans le soutien à l'élaboration d'un programme communautaire de la CEDEAO, ce qui a donné l'opportunité de mener des enquêtes dans la plupart des pays et d'animer des ateliers comme celui organisé à Dakar en juillet 2012

Sur le plan de la communication, le CRES a beaucoup renforcé sa visibilité par la diversification de ses interventions sur les médias, l'édition de la plupart de ses supports en français et en anglais et sa présence remarquée sur le web et l'exploration des réseaux sociaux, par la création d'un compte twitter.

En 2012, il est prévu : (i) le renouvellement du Conseil d'Administration (CA) du CRES pour impliquer des personnes ressources à même de fournir des idées nouvelles, de promouvoir des relations d'affaires et d'introduire le CRES dans des cercles de décision ; (ii) l'élaboration d'un nouveau plan stratégique qui va engager le CRES pendant la période 2013 – 2017 avec des indicateurs de performances pour mesurer à terme des avancés de l'institution ; (iii) la mise à disposition des premiers résultats des travaux de recherche initiés avec Brookings Institute, ce qui va permettre de faire entendre la voix du CRES jusqu'au niveau des décideurs américains ; (iv) le renforcement de la capacité de recherche du CRES à travers le recrutement de jeunes chercheurs et d'un chercheur expérimenté.

Sommaire

Programmes de recherche	5
Formations et renforcement de capacités	9
Communication	23
Publications	26
Partenariat	28
Rapport administratif et financier 2011	30
Gouvernance du CRES	32

TIC, croissance économique et pauvreté



Mbaye Diene,
coordonnateur de la recherche

Le CRES a initié depuis 2009, un projet de recherche sur les technologies de l'information et de la communication visant à mieux comprendre la contribution spécifique des nouvelles technologies numériques à l'amélioration durable du bien-être des populations sénégalaises. Au demeurant, c'est le premier projet d'expérimentation sur l'impact des TIC sur les niveaux de vie des ménages et sur les performances des entreprises. Eu égard aux thèmes abordés dans le cadre de cette recherche, les principaux résultats obtenus sont les suivants :

Facteurs d'accès des entreprises aux TIC et impact sur leurs productivités

Il n'y a une amélioration du taux de pénétration des TIC et de leur intensité d'utilisation dans les entreprises. Toutefois, les technologies dites modernes notamment l'Internet n'ont pas suffisamment pénétré les très petites entreprises, surtout si elles évoluent dans le secteur informel. Les taux d'accès les plus élevés dans ces très petites entreprises sont ceux enregistrés dans les très petites entreprises opérant dans le secteur des services.

L'analyse montre aussi que ce sont la localisation géographique de l'entreprise, le niveau d'instruction du chef d'entreprise, l'expérience du chef d'entreprise, son chiffre d'affaire et son secteur d'activité qui se révèlent être les déterminants clés de l'accès des très petites entreprises aux TIC.

TIC et conditions de vie des ménages

Il a été constaté que l'accès aux TIC devient de plus en plus aisé pour toutes les couches des populations. Ensuite la possession de TIC diversifiés et leur utilisation intensive est en nette corrélation avec le niveau de vie. En effet, ce sont les ménages riches qui non

seulement disposent le plus d'outils TIC, mais aussi les utilisent d'une façon plus productive, pour l'éducation, la création de revenus, la recherche d'informations, etc. En plus des correspondances et de la recherche d'information, l'internet est utilisé pour les besoins du travail, pour le divertissement, et surtout pour l'éducation et pour les besoins d'activités génératrices de revenus.

La pauvreté numérique en Afrique subsaharienne

Un indicateur de pauvreté numérique construit par une équipe de chercheurs du CRES, à partir des données d'une enquête couvrant 17 pays de l'Afrique au sud du Sahara a permis de classer les ménages en pauvres et non-pauvres, numériquement. Le constat est d'abord que les ménages africains ont plus accès aux TIC traditionnelles qu'aux TIC modernes. Les deux catégories de technologies prises globalement, l'incidence de la pauvreté numérique atteint plus de 89% des ménages. Ainsi, le retard de l'Afrique subsaharienne, en matière d'accès aux TIC, notamment, les outils informatique et Internet, est encore très important.

Outre ces résultats, la recherche a permis d'obtenir des bases de données de panels sur les ménages et la diffusion des TIC, les institutions de microfinance et les technologies numériques pour les années 2008 et 2010, et sur 150 micro-entreprises pour les années 2008, 2010 et 2011. Elle a aussi permis la réalisation de 10 rapports de recherche, 10 résumés non techniques (policy briefs), trois rapports d'enquête, l'organisation d'un séminaire national de dissémination des résultats, l'utilisation des méthodologies et des résultats dans les cours de master 2 en développement local et politiques publiques à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

**Programme
Communautaire
de Développement (PCD) :
inventaire des programmes
régionaux de la CEDEAO**

Le Programme Communautaire de Développement (PCD) se fixe comme objectif la formulation d'une stratégie de développement à long terme, et un programme cohérent d'actions, capables de traduire dans les faits, la vision 2020 adoptée par les chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO en juin 2007.

Le but recherché est de promouvoir l'innovation, la recherche et le développement dans la Région à travers le renforcement et la mise en réseau des centres de recherche, la vulgarisation des résultats de la recherche de manière à les rendre applicables au contexte ouest-africain. C'est pourquoi, la Commission de la CEDEAO a décidé, dans une première phase, de faire un inventaire des programmes, dans une deuxième phase, de définir des critères de priorisation théorique permettant l'intégration dans le PCD des projets et programmes des OIG, des PCD nationaux et des ANE.

Le processus de formulation du Programme Communautaire de Développement (PCD) auquel est impliqué le CRES, s'est poursuivi en 2011 avec comme objectif de produire un rapport unique d'inventaire des programmes régionaux de toutes les Organisations

Intergouvernementales (OIG) de la région CEDEAO. De façon spécifique, il s'agissait de (i) saisir dans une base unique tous les programmes régionaux collectés au niveau des OIG de la région CEDEAO afin de mettre en évidence toutes les duplications existantes et de discuter des méthodes d'y remédier ; (ii) passer en revue toutes les institutions régionales en charge des programmes et discuter des critères permettant de déterminer lequel a un avantage comparatif dans la gestion d'un programme donné ; (iii) produire un rapport unique d'inventaire qui sera soumis à la région pour validation ; (iv) préparer l'atelier de validation de l'inventaire des programmes régionaux et ; (v) discuter la structure et le contenu du Document Régional PCD.

Deux bases de données ont été produites et mises en commun, les variables renseignées passées en revue pour une appréciation des possibilités de reproduction des principaux tableaux contenus dans les rapports pour l'ensemble des OIG de la Région CEDEAO. L'équipe du CRES a produit de synthèse à partir des deux rapports réalisés.



Les participants à la rencontre du PCD organisée à Cotonou

Politique régionale de la recherche et de l'innovation de la CEDEAO

Le CRES est impliqué dans la formulation de la politique régionale de recherche de la CEDEAO dont les documents de base et la feuille de route ont été validés par les membres du Comité de pilotage et les représentants de la Commission. Le rapport de synthèse rédigé par l'équipe du CRES a porté sur : (i) l'état des lieux de la politique nationale de recherche et d'innovation dans l'espace CEDEAO ; (ii) l'organisation et les domaines de la recherche dans l'espace CEDEAO ; (iii) la question des ressources humaines, financières et infrastructurelles ; (iv) le lien entre la recherche et la prise de décision ; (v) les performances et les défis majeurs de la recherche régionale.

Un partenariat public et privé pour l'appui au secteur informel : le cas des marchands ambulants des grandes villes du Sénégal »

Le Ministère de l'Enseignement supérieur, des Universités et des Centres universitaires Régionaux et de la Recherche Scientifique, par le biais du Fonds d'impulsion pour la recherche scientifique et technique (FIRST), a financé le CRES pour une étude intitulée « Un partenariat public et privé pour l'appui au secteur informel : le cas des marchands ambulants des grandes villes du Sénégal ». La recherche se propose d'élaborer un cadre de partenariat entre l'Etat, les collectivités locales et le secteur privé, pour l'appui aux marchands ambulants dans le but de réduire les inégalités sociales au Sénégal.

Le but visé est de voir s'il est économiquement et socialement avantageux de fixer les marchands ambulants dans des activités formelles, et dans des espaces aménagés.

Les résultats de recherche attendus sont : (i) une meilleure connaissance des origines socioéconomiques des marchands ambulants, (ii) un bon plan de partenariat entre les secteurs public et privé pour l'appui aux marchands ambulants, (iii) un programme de politiques économiques à l'endroit du secteur informel, et des marchands ambulants



Protection sociale pauvreté et développement au Sénégal

Les mesures de protection sociale peuvent aussi bien contribuer à l'atténuation de la vulnérabilité et au bien-être des pauvres, qu'encourager la croissance économique. Il est donc utile d'appliquer des politiques de protection sociale qui favorisent le mieux l'allègement de la pauvreté. Pour améliorer l'incidence des mesures de protection sociale sur la pauvreté, il peut s'avérer nécessaire d'introduire, modifier ou renforcer des réformes, des programmes ou des mécanismes publics et privés de prestation. C'est ainsi que le CRES, en partenariat avec Brookings, dans le cadre de l'African growth initiative project (AGI) a entamé une recherche intitulée : Protection sociale pauvreté et développement au Sénégal.

L'objectif général de la recherche est de montrer comment les caractéristiques socioéconomiques structurelles des ménages expliquent leur maintien dans la vulnérabilité et leurs expositions aux risques, et justifierait qu'ils bénéficient de protection. Cet objectif conduit naturellement à évaluer les insuffisances de la couverture actuelle et à proposer des voies d'amélioration.

Les objectifs spécifiques sont :

1- Identifier d'une part, les principales sources de risque et de vulnérabilité pour la population et d'autre part, connaître les groupes de population

exposés ou les plus affectées par ces risques.

2- Examiner pour ces groupes, le rôle attendu de la protection sociale, ainsi que les interventions aux niveaux sectoriel et macro-économique.

3- Déterminer quels sont les groupes, parmi ceux identifiés, qui sont couverts par les politiques et programmes de protection sociale existants et à évaluer l'efficacité de ces programmes.

4- Analyser les insuffisances de la couverture de protection sociale et la rentabilité des interventions existantes.

5- En utilisant les données d'enquêtes du BIT sur la sécurité sociale (2004), comparer les caractéristiques de ceux qui ont la Sécurité sociale et ceux qui ne l'ont pas. Il sera possible de faire des comparaisons inter et intra groupes.

6- Modéliser la demande de protection sociale au Sénégal, à partir d'un modèle de bien-être.mique

Les résultats attendus du projet sont :

1- Les principales sources de risque et de vulnérabilité pour la population ainsi que les groupes exposés seront identifiés,

2- Le rôle attendu de la protection sociale, pour chaque groupe est défini,

3- Une comparaison sera faite entre les groupes, qui sont couverts par les politiques et programmes de protection sociale existants et l'efficacité de ces programmes est évaluée.

4- Les insuffisances de la couverture de protection sociale et la rentabilité des interventions existantes seront analysées.

5- La demande de protection sociale au Sénégal sera modélisée,

6- L'impact des transferts publics et privés sur la protection des revenus des ménages vulnérables est analysé.

7- Des recommandations de politique de protection sociale pour une meilleure couverture et une meilleure efficacité seront proposées.



Les indicateurs de prestation de services dans les secteurs de la santé et de l'éducation

L'African Economic Research Consortium (AERC), avec le soutien financier et technique de la Fondation Hewlett (FH) et de la Banque Mondiale (BM), a initié un programme de recherche sur de nouveaux indicateurs qui peuvent permettre aux populations et autorités locales d'apprécier la qualité et la performance des services fournis par les prestataires publics.

L'objectif est de construire un ensemble d'indicateurs appelés Indicateurs de prestation de services, en anglais, Service Delivering Indicators (SDI), afin de mesurer la performance des services publics rendus aux bénéficiaires. Le DSI vise à renforcer le suivi et l'évaluation des systèmes de prestation de service et de la bonne gouvernance. Il permet aussi de comparer les performances à l'intérieur d'un pays, ou entre pays, au cours du temps. Ceci sera particulièrement utile à chaque pays pour améliorer la qualité de ses services en s'inspirant du système d'organisation du pays ayant le meilleur indicateur.

Le Sénégal (pays francophone) et la Tanzanie (pays anglophone) ont été sélectionnés pour la phase expérimentale du projet. La mise en œuvre de la collecte et l'entrée informatique des données ont été réalisées au Sénégal et en Tanzanie par respectivement le CRES et la REPOA ;

Les résultats de l'étude pilote ont montré que globalement les prestations de services au Sénégal (DSI=0.5) sont plus performantes que celles de la Tanzanie (DSI= 0.47). Mais une décomposition de l'indice par secteur montre que la Tanzanie est plus performante dans les prestations de services sanitaires et moins performante dans l'Education.

Comme perspectives, le projet pourrait être mené dans 30 pays africains, selon une périodicité de deux ans. En plus de l'éducation et de la santé, le projet s'élargira à d'autres secteurs sociaux primordiaux, comme l'eau et l'assainissement.



Identification des sources de la croissance associée au plan REVA (Retour vers l'Agriculture) et évaluation de son impact

Le plan Retour vers l'agriculture (REVA) lancé par le Gouvernement du Sénégal se veut une réponse à un double défi : le passage d'une agriculture traditionnelle à une agriculture moderne à haut rendement et la lutte contre l'immigration clandestine qui vide de plus en plus les zones rurales de leurs bras valides. Ses premiers résultats semblent confirmer qu'il induit des changements structurels majeurs dans les zones où il intervient.

L'objet de la présente recherche était d'évaluer la capacité de ce plan à impulser les transformations structurelles associées à l'avènement d'une agriculture hautement productive.

La recherche vise à évaluer l'impact du programme REVA sur la croissance économique. Les objectifs spécifiques sont :

- 1- Identifier les facteurs qui sont à l'origine de la croissance de la productivité et des revenus agricoles
- 2- Distinguer les effets imputables à la compétence, à l'adoption des technologies et aux services publics dans les zones du programme - Les communautés agricoles où les fermes REVA et fermes non-REVA sont présentes,
- 3- Evaluer les rendements des cultures en fonction des caractéristiques socioéconomiques des ménages, notamment le travail domestique, la technologie agricole, les services utilisés à la ferme,
- 4- Mesurer le gain d'attractivité de l'investissement privé et de la main-d'œuvre qualifiée dans l'agriculture, grâce au plan REVA,
- 5- Evaluer les effets des différentes composantes du programme, que sont le passage des technologies de l'agriculture pluviale aux technologies d'irrigation et la croissance des revenus dans l'agriculture.

A partir de données d'enquête, plusieurs impacts du programme seront analysés : il s'agit des conditions d'éligibilité (niveau d'éducation, capital financier), de l'irrigation, de l'accès aux autres services agricoles fournis par les fermes REVA, et de l'effet brut du programme. Les résultats de l'évaluation des effets du programme permettront de confirmer ou non les bénéfices importants qui lui sont imputés et d'apprécier les conditions de son passage à l'échelle, au Sénégal et dans les autres pays de l'UEMOA.



Les Professeurs Diagne (à gauche) et Cabral (à droite) dans une ferme REVA

**Programme de recherche
sur la taxation du tabac
dans les pays de la
CEDEAO**

L'objet de ce programme de recherche est d'obtenir, pour la première fois, une quantification des impacts de la hausse des taxes sur la consommation du tabac, en vue de fournir aux autorités communautaires, aux pouvoirs publics nationaux et à la société civile, les fondements empiriques d'une stratégie efficace contre le tabagisme à l'échelle régionale. Il vise à promouvoir l'augmentation effective des taxes sur les produits du tabac pour réduire leur consommation en Afrique de l'Ouest.

Au plan méthodologique, sa mise en oeuvre s'appuiera sur une recherche documentaire au niveau de chaque pays, des instances communautaires de la région, et des institutions internationales (ONUDI, FAO, etc.) pour rassembler et présenter de façon cohérente toutes les informations pertinentes sur la situation globale des pays par rapport aux produits du tabac, c'est-à-dire : la production, la transformation, les importations et/ou les exportations, la consommation, l'emploi global dans l'industrie du tabac, les politiques fiscales et toutes les autres politiques spécifiques sur les produits du tabac.

Elle permettra également d'identifier les aspects pertinents de la lutte contre le tabagisme où les données font défaut dans la région. Le profil régional sera essentiellement une synthèse de tous les profils pays ; l'objectif étant d'une part, de catégoriser les pays selon qu'ils pourraient avoir à subir des coûts économiques plus ou moins élevés suite à une réduction de la consommation du tabac, et d'autre part, de faire ressortir et tenter de comprendre les divergences qui existent dans les politiques nationales concernant les produits du tabac.



Le Pr Abdoulaye Diagne face aux journalistes

**Contribution nationale
volontaire du Sénégal à
la Revue ministérielle
annuelle (RMA) du
Conseil Economique et
Social des Nations
Unies sur l'Education
(ECOSOC)**

En 2011, le CRES a participé à une étude sur le Niveau de réalisation des engagements internationaux du Sénégal en matière d'éducation. Commandité par le ministère de l'Education en partenariat avec l'UNICEF, le rapport produit dans ce cadre constitue une contribution nationale à la Revue ministérielle annuelle (RMA) 2011 du Conseil Economique et Sociale des nations Unies sur l'Education. Il met l'accent sur l'éducation de base correspondant aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) 2 et 3 relatifs à la généralisation d'une éducation primaire de qualité et à l'égalité entre les sexes, mais aussi à ceux d'une Education Pour Tous (EPT).

Le document passe en revue les politiques et stratégies de développement de l'éducation mises en oeuvre depuis 2000 pour atteindre les objectifs de développement de l'éducation. Elle retrace les progrès vers l'atteinte des objectifs découlant des engagements internationaux en matière d'éducation dont les plus importants sont les OMD relatifs à l'éducation primaire universelle (OMD 2) et à l'égalité des sexes (OMD 3) et à l'Education pour Tous (EPT). Elle fait référence à de bonnes pratiques qui ont fait recette au Sénégal, notamment la scolarisation des filles et l'implication de la société civile dans le développement de l'éducation. Les défis auxquels le pays fait encore face et les stratégies qui pourront être mise en oeuvre pour les relever y sont traités.



Evaluation de l'impact des cantines scolaires et de déparasitage intestinal sur les performances des écoles des zones rurales au Sénégal

L'objet de cette recherche était d'évaluer la contribution potentielle de programmes expérimentaux de cantines scolaires et de déparasitage à l'« accès à une éducation primaire de qualité pour les garçons et les filles...» dans les zones rurales sénégalaises.

La principale question de recherche à laquelle le projet devait répondre est celle de savoir si les gains attendus d'une généralisation des cantines scolaires et/ou du déparasitage dans les écoles publiques rurales justifient les coûts additionnels qu'elle entraînera pour le PDEF.

Les questions spécifiques suivantes ont été examinées :

- les cantines scolaires contribuent-elles effectivement à attirer plus d'élèves à l'école ?
- favorisent-elles la scolarisation des filles davantage que celle des garçons ?
- empêchent-elles la fermeture d'écoles dans les zones où elles sont implantées ou suscitent-elles l'ouverture de nouvelles écoles ?
- les cantines scolaires contribuent-elles au maintien des enfants à l'école ?
- contribuent-elles à une amélioration des scores des garçons et des filles aux évaluations standardisées ?

Les résultats suivants ont été obtenus au terme de cette recherche :

Les cantines scolaires ont un impact positif sur la performance des élèves, Elles ont un impact positif sur la performance en mathématiques et en français, l'impact est légèrement supérieur en mathématiques qu'en français. Mais, les cantines n'ont pas le même effet sur toute la population

: les filles sont plus sensibles au traitement que les garçons, la cantine est plus efficace sur les élèves de CP. La présence d'association des parents d'élève dans une école affecte positivement la performance des élèves au risque de 5%, elle n'influence cependant pas significativement l'impact des cantines scolaires. Les élèves dans les écoles où il y a un comité de gestion de l'école ou une coopérative scolaire sont plus performants que les autres, les cantines sont plus bénéfiques aux derniers qu'aux premiers. Il y a une grande hétérogénéité des impacts entre les départements. Les cantines scolaires ont un impact négatif sur la performance des élèves du département de Fatick et positifs sur la performance des élèves des autres départements.

A noter cependant qu'il y encore beaucoup de données manquantes que le CRES est en train de combler avec le ministère de l'éducation. Ainsi les valeurs pourraient changer dans la version finale du rapport.



Impact de la crise économique et des réponses politiques sur la situation des enfants du Sénégal : simulation de politique de protection sociale

L'objet de cette étude est de déterminer les effets potentiels de la crise et des options de politiques de réponse sur le bien-être des enfants. L'analyse ne se limite pas au seul impact de la crise sur le budget de consommation des ménages, elle s'intéresse également à ceux relatifs à la santé, à la scolarité et à la participation des enfants au marché du travail. D'un point de vue méthodologique, il s'agit de vérifier l'efficacité des politiques de réponse à la crise en termes d'allocation et de ciblage des ressources publiques vers les enfants et d'aider à orienter ainsi les choix du gouvernement en matière de protection sociale des enfants les plus vulnérables.

L'analyse a été menée avec en arrière-plan l'idée qu'un programme en faveur des enfants de 6 à 12 ans non scolarisés pourrait avoir comme effets potentiels de favoriser leur scolarisation et le développement de capital humain pour la nation sénégalaise.

L'une des principales conclusions à laquelle elle est parvenue est qu'un système de protection sociale mieux ciblé sur les pauvres peut être beaucoup plus efficace que les subventions et autres mesures de politique prises pour atténuer la

hausse des prix. Un tel système a non seulement le mérite d'atteindre plus directement les bénéficiaires mais aussi de leur permettre de participer à la vie économique et sociale.

Pour les enfants pauvres non scolarisés en particulier, il s'agit, grâce à un transfert en espèces, de les soustraire des activités ou de lever des contraintes financières et matérielles qui les éloignent de l'école.

Ainsi, une vingtaine de mesures ont été recommandées visant essentiellement à poursuivre les efforts d'allocation de ressources aux dépenses dans les secteurs sociaux, dans les dépenses d'investissement dans les infrastructures sanitaires et scolaires notamment, mais aussi à sécuriser les dotations budgétaires allouées aux secteurs sociaux concernant les enfants, par un renforcement des capacités de négociations et des mécanismes d'arbitrages budgétaires au niveau des ministères chargés de ces secteurs, et à consacrer 5 à 10% des dépenses publiques à la protection sociale des enfants.

Incidence et équité des dépenses sociales dans l'enseignement supérieur au Sénégal

Une enquête a été menée par le CRES sur l'équité et l'incidence des dépenses sociales dans l'enseignement supérieur au Sénégal (EIDSES). Réalisée entre juin et juillet 2010, Elle avait pour finalité de produire des informations sur les catégories d'étudiants bénéficiaires et non bénéficiaires des bourses et des œuvres universitaires en vue d'évaluer l'équité et l'incidence de ces dépenses sociales sur leurs conditions de vie et d'études.

L'étude a permis :

- 1) d'identifier et de mesurer les différentes formes d'inégalité dans l'accès à l'enseignement supérieur ;
- 2) de cerner les profils socio-économiques des bénéficiaires des bourses et des œuvres universitaires
- 3) d'évaluer l'équité dans l'allocation des dépenses publiques en général et des dépenses sociales en particulier dans les institutions d'enseignement

- supérieur publiques ;
- 4) d'analyser l'incidence des dépenses sociales sur les conditions d'étude et d'existence des étudiants inscrits dans les institutions d'enseignement publiques ;
- 5) d'identifier des domaines d'amélioration possible des conditions sociales et d'études des étudiants
- 6) d'évaluer la capacité des étudiants à contribuer davantage au financement de leurs études ;
- 7) de fournir au Gouvernement des données empiriques nécessaires à la définition d'une politique plus équitable et plus efficace de financement et de distribution de l'aide aux étudiants.

Par exemple, l'enquête EIDSES a montré que les investissements viennent au premier rang des dépenses prioritaires, suivies des dépenses sociales pour les plus nécessiteux, avec respectivement 49,2% et 42,6% de réponses positives. Les dépenses de fonctionnement viennent loin derrière avec 29,5% de réponses. Un tel classement est révélateur de l'étroitesse des arbitrages auxquels l'Etat doit se livrer pour faire face à toutes les urgences.

S'agissant du niveau de satisfaction des étudiants quant aux conditions sociales dans lesquelles ils sont placés, l'enquête EIDSES fait ressortir un niveau de satisfaction extrêmement bas (14,4%). Ce niveau signifie que, malgré les importants efforts consentis par l'Etat en termes de dépenses sociales, près de neuf étudiants sur 10 se déclarent insatisfaits.



Revue des dépenses publiques dans le secteur de l'agriculture au Sénégal

Pour le compte du ministère de l'Agriculture du Sénégal et sur financement de la Banque mondiale, le CRES a conduit une étude intitulée « Revue des dépenses publiques dans le secteur de l'agriculture au Sénégal ». Cette Revue des dépenses publiques agricoles (RDPA) se propose d'analyser l'efficacité et l'efficience des dépenses publiques dans le secteur agricole au Sénégal. Elle fournira aux autorités publiques et aux partenaires techniques et financiers (PTF) du Sénégal une analyse sur l'efficacité avec laquelle les ressources publiques sont transformées en résultats dans le secteur agricole et sur les espaces de décision dont elles disposent pour l'améliorer. Elle complète ainsi les efforts du Gouvernement du Sénégal visant à doter le secteur d'orientations, de stratégies et de politiques de croissance pro-pauvre, forte et durable. L'étude couvre les ministères et les autres institutions publiques mais aussi le secteur privé et les organisations non gouvernementales (ONG) qui interviennent dans l'agriculture au sens large (agriculture, élevage, environnement et pêche) ainsi que les agences connexes (REVA, ANRAC...).

Accord de libre échange entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union Européenne : Implications sur la croissance et la réduction de la pauvreté

La question de la réciprocité dans les relations commerciales entre l'Afrique de l'Ouest et la Communauté européenne dans le cadre des Accords de partenariat économique soulève un débat important. La suppression des tarifs douaniers sur les importations européennes pourrait avoir des implications importantes sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest. Le CRES a été mis à contribution pour évaluer ces implications pour l'ensemble de la sous-région et les entités économiques constituantes. Les résultats indiquent que la libéralisation de 65 pourcent des importations européennes contribue à accélérer la croissance économique et à réduire la pauvreté en Afrique de l'Ouest. Toutefois, une libéralisation de 70 pourcent ralentit la croissance économique et accroît la pauvreté dans la sous-ré-

gion. La pauvreté s'accroît lorsque le rythme de libéralisation est plus soutenu, c'est-à-dire le passage de 45 à 65 pourcent de libéralisation au cours des 15 premières années. Ces résultats globaux cachent d'importantes disparités entre les économies car quatre pays dont la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Niger et le Bénin en sortent gagnants, cinq pays dont le Nigeria, le Sénégal, le Togo, le Cap-Vert et la Guinée-Bissau en sortent perdants, et enfin l'effet demeure quasi-neutre dans les trois autres pays couverts par notre analyse, à savoir le Burkina Faso, le Mali et la Guinée. L'économie nigériane paierait le lourd tribut d'une ouverture plus importante aux produits de l'EU, c'est-à-dire le passage de 65 à 70 pourcent de libéralisation. Une accélération du rythme de démantèlement creuserait les disparités entre les économies gagnantes et perdantes.



Les Acteurs non étatiques (les ANE)

Les Acteurs non étatiques (ANE) sont constitués d'une pluralité d'acteurs collectifs qui agissent au niveau local, régional ou national et qui agissent en faveur du développement social et économique de leur propre territoire dans l'intérêt de la collectivité, souvent à travers la production de biens ou de services d'intérêt public. Ils constituent un segment dynamique des organisations décentralisées au Sénégal et dans la région ouest africaine. Dans la vulgarisation de la vision 2020 de la Ce-deao et son adoption à l'échelle de la communauté, ils peuvent être d'un apport précieux. Afin de mieux comprendre le profil de ces ANE leur spé-

cificité, leur mode de gouvernance, leurs domaines d'intervention, l'origine et l'affectation de leurs ressources ainsi que le profil de leurs partenaires, une enquête a été effectuée auprès d'un échantillon de 56 ANE opérant au Sénégal par le CRES. Celle-ci permet de dégager plusieurs enseignements :

- la tradition d'ANE est historiquement ancrée au Sénégal depuis le début des années 80. Plusieurs d'entre eux ont un champ d'intervention supranational
- la structuration institutionnelle des ANE atteste d'une diversité de formes organisationnelles mais leurs procédures de gouvernance s'appuient sur un manuel de procédures et un audit externe ;
- la lutte contre la pauvreté et l'éducation apparaît comme une priorité pour la majeure partie des ANE. En revanche, la recherche-développement, la lutte contre le chômage, la santé, le genre et l'agriculture sont des domaines d'intervention d'importance relativement moindre pour les ANE ;
- les dépenses de fonctionnement (hors salaires) des ANE sont essentiellement grevées par le loyer. Les ANE sont limités dans leurs activités par la faiblesse de leurs fonds propres Les principaux bailleurs de fonds des ANE sont les ONG internationales et les partenaires au développement. Le premier partenaire des ANE opérant au Sénégal est l'Union européenne.



Le PNDL a été mis en œuvre depuis 2006 avec comme objectifs la réduction de la pauvreté dans les secteurs d'intervention du programme. Après une enquête de satisfaction et une évaluation finale, le CRES s'est vu confier l'évaluation de l'impact des réalisations du PNDL c'est-à-dire les effets majeurs des résultats du PNDL dans ses secteurs d'intervention (éducation, santé, hydraulique, agriculture, micro finance, renforcement des capacités des élus locaux et des autres acteurs) et sur la gouvernance des collectivités locales et les populations bénéficiaires.

Les résultats de l'évaluation font ressortir que d'importantes réalisations ont été obtenues dans un certain nombre de secteurs clefs grâce au PNDL.

Dans le secteur de l'éducation, avec la construction de nombreuses salles de classe, le programme a contribué à faire reculer partout le taux d'abandon et de redoublement. L'amélioration des conditions de travail des enseignants et des élèves avec la construction de salles de classes en dur et le remplacement de nombreux abris provisoires a grandement favorisé ces résultats. Mais, les collectivités locales ont préféré remplacer les abris provisoires existants plutôt que d'augmenter le nombre de salles des écoles, ce qui n'a pas vraiment amélioré l'accès.

Dans le secteur de la santé, le programme a eu des effets très positifs sur l'accès des populations aux soins de santé primaires, l'augmentation significative des infirmiers, sages-femmes, agents de santé communautaire dans les postes de santé d'intervention du programme.

Concernant le secteur de l'hydraulique, le PNDL a permis, avec les nombreux branchements réalisés, de ravitailler en eau potable une population importante dans les collectivités locales où il est intervenu en y assurant un taux d'accès à l'eau potable

Ces réalisations ont permis de créer des emplois dans les exploitations agricoles dans la vente de l'eau potable et des gestionnaires et gardiens de forage ou de puits, dans les exploitations agricoles, de réduire les corvées d'eau des populations en réduisant considérablement les distances parcourues pour l'approvisionnement en eau potable, de faire baisser le coût moyen de 100 litres d'eau aussi bien pour les branchements que pour les puits, d'augmenter la quantité moyenne d'eau consommée par jour et par ménage.

Tous ces effets immédiats des réalisations du PNDL ont un impact sur la qualité de vie des populations les plus pauvres.



Rencontres de la Recherche économique (RRE)

En 2011, le CRES a organisé une série d'ateliers dans le cadre des Rencontres de la Recherche économique (RRE). Il s'agit d'une initiative visant le renforcement, par les pairs, des capacités des chercheurs et doctorants du CRES et de leurs partenaires.

La première RRE de l'année 2011 s'est tenue le samedi 26 mai autour du thème suivants : « la méthodologie de recherche en sciences sociales » présenté par le Pr François J. Cabral. Toutes les questions liées à la recherche et au choix de sujet, à la revue de littérature et à la méthodologie de rédaction, ont été passées en revue. A l'issue de sa présentation, les doctorants en ont profité pour exposer leurs difficultés propres à la recherche, à leurs conditions de travail et d'encadrement.

La seconde RRE s'est déroulée le 21 Septembre et a porté sur le thème :

« Barcelona or Die”: Understanding illegal migration from Senegal » présenté par Linguère Mously Mbaye PhD étudiante au CERDI-CNRS, Université d'Auvergne (France).

La troisième a eu lieu le 27 octobre. Elle avait pour thème : « Impact des réalisations du PNDL sur l'accès aux services de bases : méthodologies et résultats préliminaires ». Le présentateur était M. Alioune Amadou DIOP, élève ingénieur à l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration (ENSAE).

La quatrième RRE s'est tenue le lundi 14 novembre, avec comme thème : l'« Impact de la migration et des transferts de fonds sur l'éducation des enfants au Sénégal ». Le sujet a été introduit par Mlle Ma Soukha BA de l'université de Sherbrooke qui était en stage au CRES.



**Formation sur
les logiciels d'exploita-
tion et d'analyse
de données (Excel visual
basic, Access, Stata,
Spss, Spad, DASP)**

L'atelier de formation à ces logiciels a eu lieu du 27 au 29 avril 2011. Six agents du ministère du Commerce et un doctorant du CRES ont y ont pris part. La formation a été assurée par Anne Sophie Robilliard de l'IRD, assistée de Yaya Ky du CRES. A la fois théorique et pratique, la formation a porté sur la méthodologie d'évaluation des politiques micro-économétriques. Les participants ont fait des études de cas pratiques avec le logiciel Stata.

**Les masters du
Laboratoire d'analyse
des politiques
publiques (LAPP)**

Le Laboratoire d'analyse des politiques publiques (LAPP) a organisé le vendredi 27 juillet, la cérémonie de remise de diplôme de la 1ère promotion en Economie de la microfinance, dénommée promotion Daouda CAMARA, en hommage à leur défunt camarade de promotion. C'était en présence de plusieurs personnalités politiques et administratives du pays. La cérémonie a aussi été marquée par une communication sur le thème : « Quel bilan pour la microfinance au Sénégal, à quelques années du grand rendez-vous du Millénaire : 2015 ».

**Atelier d'élaboration
d'un nouveau pro-
gramme de recherche
sur les technologies
de l'information et de
la communication**

Le 20 août 2011, un atelier d'élaboration d'un nouveau programme de recherche sur les TIC a été organisé au CRES avec comme objectif, l'élaboration d'un nouveau programme de recherche sur les technologies de l'information et de la communication qui fera suite au premier « TIC : croissance et pauvreté » arrivé à terme en juin 2011.

Ce premier programme de recherche a été marqué par une importante production scientifique dans des chantiers peu explorés par la communauté scientifique. Ce qui a motivé le CRES à continuer d'explorer les opportunités intéressantes offertes par l'expérience vécue au regard du nombre de pistes d'approfondissement identifiées et du caractère très mobilisateur du thème.

Vu l'intérêt de ce thème de recherche, une équipe composée de six chercheurs dont un chercheur associé, 2 doctorants, 4 statisticiens et 3 agents de l'administration a été mobilisée dans le cadre de cet atelier. Un consultant facilitateur a été recruté pour assurer l'animation de l'atelier.

*Une Recherche de qualité
au service
du développement*

Renforcement de capacités sur les méthodes d'évaluation d'impact

Une équipe du CRES composée de Fatou Cissé, Saly Faye et des doctorants Mariama Kesso, Ousmane Sokhna, Mouhamadou Moustapha Lo a assisté à un atelier de formation en évaluation d'impact des projets/programme organisé du 15 au 18 Octobre par le GREAT (Mali), en collaboration avec l'Université Laval-PEP (Canada) et le CEDLAS (Argentine). Les institutions précitées sont en train de mener une étude d'évaluation d'un programme d'assainissement piloté par la Communauté (ATPC) au Mali. L'atelier a enregistré la participation de plusieurs autres structures de recherche: IPAR (Sénégal), GREAT (Mali), CEDRES (Burkina Faso) et INSTAT (Mali).

La formation était assurée par le Professeur Habiba Djebbari de l'Université de Laval (Canada), et avait pour objet :

- d'offrir une formation en évaluation d'impact en se basant sur l'étude en cours au Mali;
- d'expliquer l'intérêt de ce type d'étude pour les programmes publics;
- de fournir un guide aux chercheurs et décideurs pour leur faciliter la mise en œuvre et l'utilisation des études d'évaluation d'impact ;
- d'élaborer des politiques fondées sur les preuves.



Mmes Fatou Cissé et Saly Faye (à droite)
au resto pendant la session

Atelier d'écriture

Les textes de capitalisation sur la microfinance au Sud sont rares et souvent produits par des experts et chercheurs du Nord, malgré les expériences riches et variées qui ont marqué son évolution. C'est pour pallier cet inconvénient, que le Projet d'Appui à la microfinance Volet 1 (PAMIF1) a invité les acteurs sénégalais de la microfinance à capitaliser leurs expériences dans le cadre d'un atelier d'écriture organisé à Saly Portudal du 18 au 21 octobre 2011.

L'initiative s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre la Direction de la Microfinance, la Coopération technique belge et le CRES, et a bénéficié de l'accompagnement de l'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement (IRAM).

L'atelier a rassemblé une dizaine de participants, institutionnels, cadres de mutuelles et d'investisseurs, experts, chercheurs et étudiants travaillant en lien avec le secteur de la microfinance. Fait remarquable, le groupe était composé de cinq femmes et de cinq hommes.

Des lectures croisées ont été organisées entre les participants, et des entretiens individuels ont été tenus avec les animateurs de l'Atelier.

Voyage d'étude



Fatoumata L. Diallo

Dans le cadre de ses activités de recherche, Fatoumata L. Diallo, doctorante au CRES, a effectué un séjour à l'Université de Maastricht (UNU-MERIT) de Février à Décembre 2011. Elle y a bénéficié de l'encadrement des Pr Théophile Azomahou et de Raymond Wladimir. Ce séjour a permis à Fatoumata L. Diallo de réaliser des avancées significatives dans sa thèse intitulée « Efficacité des programmes nutritionnels et sanitaires sur les performances scolaires en zones rurales au Sénégal ». La thèse utilise les données du projet PIERI. Ce séjour lui a également permis de rencontrer et d'échanger avec d'autres chercheurs d'UNU-MERIT et de la faculté d'économie de cette université.

CRES – GREDI

Le CRES a accueilli en juin 2011, M. Alexis Lacombe, étudiant à la maîtrise en économie et chercheur affilié au GREDI. Ce dernier était en quête d'une expérience pratique des travaux économiques appliqués à l'économie du développement. Ce stage devait lui permettre ainsi de tisser un réseau de contacts professionnels solide.

CRES -Universités

ENSAE : Alioune Amadou DIOP, élève ingénieur statisticien économiste de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration a effectué un stage au CRES de juillet à octobre sous la direction du Pr Abdoulaye Diagne.

Universités Mc Gill et Montréal :

Le CRES a accueilli en juillet 2011 deux stagiaires, Mlles Aissatou Faye SOW et Ma Soukha Bâ provenant respectivement de l'université de Montréal et de l'université McGill au Canada. Elles ont travaillé sous la direction du Dr Fatou CISSE, chef du département "Croissance et équité" du CRES.

NPTCI :

Le CRES accueille depuis le 04 novembre 2011, M. Salifou OUEDRAOGO, étudiant de la première promotion Ph.D du Nouveau Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire en économie (NPTCI). Le NPTCI est une initiative de la Conférence des Institutions d'Enseignement et de Recherche Economiques et de Gestion en Afrique (CIEREA), Organisation Non Gouvernementale Internationale basée à Ouagadougou (Burkina Faso). M. OUEDRAOGO a été sélectionné en 2007 pour faire partie d'un nombre restreint d'étudiants africain qui vont bénéficier d'une formation doctorale de haut niveau (ceux de l'Afrique de l'Ouest sont basés à DAKAR, ceux de l'Afrique Centrale à YAOUNDE). Il travaille sous la direction du Pr Abdoulaye DIAGNE, chef du département « Economie des ressources humaines » du CRES.

COMMUNICATION

La communication du CRES en 2011 a été renforcée par une série d'initiatives qui ont contribué à l'amélioration de la visibilité de l'institution et sa capacité à intervenir dans les débats et choix politiques du pays.

Supports promotionnels

Grâce au soutien de l'initiative Think Tank, le CRES a pu réaliser un dépliant et deux bulletins d'informations. Le dépliant, édité en français et anglais en mille (1000) exemplaires, présente le cadre institutionnel, les objectifs, les produits et services et les partenaires du consortium. Les bulletins d'informations édités en 500 exemplaires chacun, avec une périodicité semestrielle ; les calendriers en cinq cents (500) exemplaires ; les agendas en deux cents (200) exemplaires.

Pour rendre plus accessible les résultats de recherche, notamment au niveau du grand public, il est prévu la publication d'un cahier économique spécial tous les six mois. Le protocole de partenariat est signé avec le journal Le Soleil. Le premier thème du cahier économique porte sur les TIC. Le processus est en cours et la publication prévue au second semestre 2012. Cette forme de publication constitue par ailleurs, un précieux support de communication institutionnelle auprès des partenaires

Notes d'information

L'envoi de notes d'information sur les actualités du CRES a été poursuivi. Une cinquantaine de notes ont été ainsi envoyées à près de six mille (6 000) destinataires. Le site internet comptabilise aujourd'hui 798 abonnés.

Réseaux sociaux

(La page twitter du CRES)



En 2011, le CRES a poursuivi l'exploration de nouvelles stratégies de dissémination des résultats de recherche en investissant les réseaux sociaux, notamment par la création d'un compte Twitter, renforçant ainsi sa présence déjà effective avec son compte facebook et son blog. Le nouveau site internet lancé en 2010 a été amélioré, ... articles d'actualité ont été publiés à la Une. Il est régulièrement mis à jour. Ce qui justifie le nombre de visiteurs enregistré (135 006) visiteurs à la date du 29 décembre.

Événements médiatiques

Le CRES a affiné sa stratégie de communication, en enrichissant son fichier presse et en ciblant mieux les medias auxquels ont été envoyés vingt-cinq communiqués, trente quatre (34) lettres d'information (résultats de recherche, notes de présentation de projets de recherche, profils scientifiques et performances des chercheurs en 2011).

Pour les retours médiatiques, on peut noter quatre (4) press-books, réalisés pour rendre compte des impacts de rencontres organisées par le CRES.

L'organisation d'interventions à la radio, à la télévision, dans la presse écrite et web, en rapport avec la recherche a été également constitué un axe majeur de médiatisation des activités des chercheurs et de leurs travaux. Ce qui a donné comme résultats :

- dix-neuf (19) interventions à la radio (RFM, ANOUR FM, Touba FM, Convergence FM, West Africa democracy radio, RSI, Sud FM, Trade fm, Jokko fm, Ndef leng fm, Radio municipale de Dakar),

- 34 interventions à la télévision (Africa 7, Africable, Canal info, RTS, TFM, Touba TV, Walf TV, TV5, AITv, 2Stv, Intercom Tv, RDV)

- 63 interventions dans la presse écrite et web (Le Soleil, Jeune Afrique, express news, Le Quotidien, Walf Quotidien, REUSSIR, Sud quotidien, Press Afrik, Afrique en ligne, APS, All Africa, Rewmi, Thiey, Journalibic, Le Pays, l'économiste international, Libération, Nouvel Horizon, l'As quotidien, Le Matin, Direct info, Senenews, Confidentiel.us, Le Sénégalais.net, Osiris, Pakao news, Interpresse, Bonjour l'Afrique, Le Monde del'Education, Seneclasses, Calameo, Sunuker, Xibar.net, Magazine de l'Afrique, Africatime, Ndar ndar.com, Microfinances).

Déjeuner de presse

Le CRES a organisé pour la première fois un déjeuner de presse en 2011. L'objectif était de créer les conditions d'une appropriation des résultats de la lutte anti-tabac, mais surtout d'obtenir l'appui de la presse au plaidoyer pour la transposition dans le droit positif sénégalais de la loi-cadre de la Convention de l'OMS de Lutte Anti-tabac (ratifiée par le Sénégal).

La rencontre a permis se sensibiliser les journalistes qui ont promis d'accompagner la lutte anti-tabac en commençant par la couverture de toutes les manifestations prévues lors de la journée mondiale anti-tabac dont les conclusions ont été largement diffusées.

Relations publiques

En 2011, le CRES a accueilli quatre-vingt visiteurs : partenaires techniques et financiers, chercheurs, personnels techniques des administrations publiques, étudiants, ... Plusieurs réunions ont été tenues notamment avec le Conseil des ONG d'appui au développement (CONGAD), l'Africa Network Campaign on Education For All (ANCEFA), l'Agence nationale pour l'emploi des jeunes (ANEJ), le journal Le Soleil, l'Agence de presse africaine (APA) et le Collectif des journalistes économistes du Sénégal, la Convention des jeunes reporters.

Dissémination des résultats de recherche

La dissémination des résultats de recherche aux décideurs politiques, à la société civile et aux partenaires au développement sur le continent africain est l'une des toutes premières priorités du CRES. L'objectif majeur est d'atteindre et d'influencer, au niveau national et régional, les décideurs politiques et, dans une plus grande mesure, toutes les parties prenantes du débat sur le développement économique et social du continent.

Le ciblage et la régularité de la diffusion des publications du CRES, la mise en place d'une « collection CRES » dans les institutions comme l'African Institute for Economic Development and Planning (IDEP), la Bibliothèque centrale de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (BU), ont permis d'accroître l'audience des publications du CRES.

En plus des canaux de diffusion traditionnels (mise à disposition des bulletins d'informations, des rapports, des documents de recherche, mise à jour régulière du site web, etc.), des séances de travail réunissant producteurs et utilisateurs de la recherche sont organisées avec les institutions partenaires (DAPS, Banque mondiale, CRDI, CEDEAO, etc.).

Cette collaboration vise à créer un cadre de dialogue régulier entre les partenaires au développement, les décideurs et les chercheurs sur les orientations majeures et les résultats de la recherche. Ces partenariats devraient également permettre une plus grande implication des institutions locales, sous-régionales et continentales dans le choix et le contrôle des programmes de recherche afin de renforcer la pertinence des questions sur lesquelles les chercheurs africains travaillent. L'atelier méthodologique sur la taxation des produits du tabac organisé en février 2011 constitue un exemple.

Mise en place d'un centre de documentation

Le CRES a exécuté la première phase de la mise en place de son centre de documentation en s'attachant les services d'un archiviste-documentaliste. Pendant trois mois, ce dernier a procédé à la récollection du patrimoine documentaire existant par l'enregistrement, le catalogage, l'indexation et la classification des travaux du CRES. Le plan de classement des ressources et la base de données sont disponibles.

En 2011, le CRES a publié des ouvrages, des documents de recherche et des articles dans des revues scientifiques de renom.

Ouvrages

Les groupes de société en Afrique : Droit, pouvoir et dépendance économique (Abdoulaye Sakho)

Contributions dans des ouvrages

1. Remittance Markets in Africa, publié par la World bank, l'African development bank et l'African development fund

2. Libéralisation internationale du commerce des services TIC: enjeux pour le secteur privé et implications pour la mise en oeuvre de politiques publiques en frique de l'ouest, publié par PANOS-CRES-CRDI

3. La lutte contre le tabagisme en Afrique : peuples, politique et politiques, publié par Presses de l'université Laval-CRDI

Rapports de recherche

Croissance agricole et options d'investissements pour la réduction de la pauvreté au Sénégal : Quelle perspective pour la grande offensive pour la nourriture et l'abondance (GOANA) ? François J. Cabral, Fatou Cissé, Abdoulaye Diagne

Articles dans des revues

« Accumulation de capital humain, politique fiscale et croissance endogène ». Revue URED (UGB), Vol 1: Janvier 2011, (Diène, MB)

« Estimating Returns to Higher Education : A Survey of Models, Methods and empirical Evidence ». Journal of African Economies, Vol. 20, AERC Supplement 3, pp. iii80–iii132 doi:10.1093/jae/ejr021, (Diagne, A. and Diene, B).

« Empirical Evidence of Economic Bipolarization in Africa », Economics Research International (Mai 2011) Volume 2011, Article ID 986031, doi:10.1155/2011/986031 (Diène, MB).

« Aléas pluviométriques et disparités régionales de pauvreté au Sénégal », Revue d'économie du développement, No 2012/1, Vol. 26, pp 69-95. (Cabral F.J)

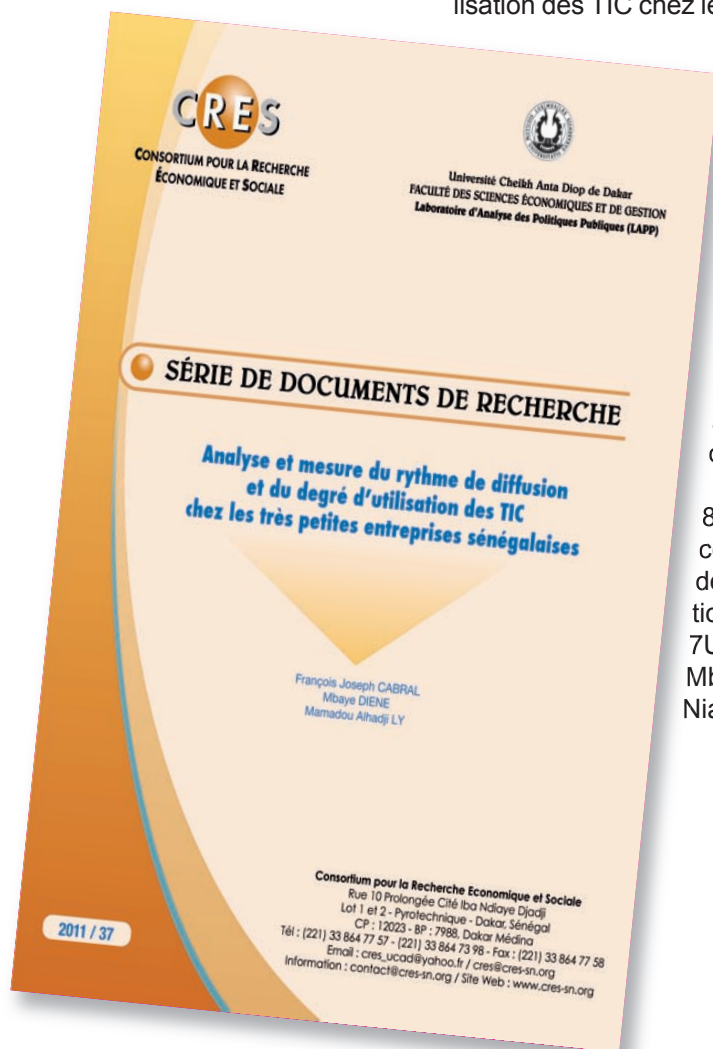
« Aléas pluviométriques et pauvreté dans les économies du Sahel : le cas du Sénégal », Mondes en développement, Vol. 39 - 2011/4 - no 156, pp. 129-144. (Cabral F.J)

« Agricultural investment, growth and poverty reduction: what will be the outcomes of the comprehensive Africa agricultural development program in Guinea Bissau », accepté pour publication en juillet 2011 à la revue Journal of development and agricultural economics, Vol. 4(1), pp. 1-16, 12 January, 2012. (Cabral F.J.)

Documents de recherche

Le CRES a publié les huit (8) documents de recherche suivants en 2011 :

- 1) Analyse de l'interaction des politiques budgétaires et monétaires au sein de l'UEMOA (F. S. Sarr)
- 2) Les effets d'une contrainte de crédit sur la convergence économique : le cas des pays de l'UEMOA. (A. Diagne et A.A. Niang)
- 3) Impacts des tics sur les performances des petites entreprises (A. Diagne, Y. Ky)
- 4) Analyse et mesure du rythme de diffusion et du degré d'utilisation des TIC chez les très petites entreprises (F.J. Cabral, M. Diène, M.A. Ly)



- 5) Les disparités de genre dans l'accès et l'utilisation des TIC au Sénégal (G. Daffé, F. L. Diallo)
- 6) Analyse de la pauvreté numérique en Afrique subsaharienne (M A. LY)
- 7) L'accès des ménages pauvres à l'eau potable dans les banlieues de Dakar (A. Diagne)
- 8) Vers des régimes efficaces de la concurrence par le renforcement des capacités dans des pays sélectionnés d'Afrique de l'Ouest- Projet 7Up4 – (A. Sakho, M. Ngom, M. N. Mbaye, S. Gaye, M. Niane, A. Niang, D. Ndoye)

CRES-CONGAD

Dans le cadre de sa politique d'ouverture vers les organisations de la société civile, le CRES a rencontré le CONGAD le vendredi 24 juin 2011. Les deux délégations étaient conduites par leurs directeurs exécutifs respectifs. Cette rencontre tant souhaitée par les deux parties entre en droite ligne des centres d'intérêt communs des deux institutions qui ont pour crédo, la production d'idées visant l'amélioration des politiques publiques.

CRES – ANCEFA

Le CRES a accueilli le mardi 07 juin 2011 une délégation de l'ANCEFA (African Network Campaign on Education For All), conduite par M. Gorgui SOW, coordinateur régional et Mme Gaelle FALL, chargée du suivi-évaluation. Cette rencontre finalisait une série d'autres rencontres préparatoires. Les deux institutions ambitionnent de signer une convention de partenariat pour développer des programmes communs.

Le CRES et ANCEFA sont aujourd'hui pressentis pour coacher le projet d'observatoire de l'ONG Aide et Action.

CRES – ANEJ

Dans le cadre des réunions ciblées qu'organisent le CRES, le Directeur de L'Emploi des Jeunes (ANEJ) M. Abdou Khafor Touré, a effectué une visite de travail au CRES, ce mardi 27 septembre 2011. Il était accompagné de Mme Mame Diarra Diouf FALL, chargé du partenariat à l'ANEJ. Cette rencontre a été l'occasion pour les deux directeurs de présenter respectivement leurs structures et de préciser les attentes dans le cadre de cette collaboration naissante. Les contributions du CRES dans l'élaboration des politiques éducatives, agricoles et autres ont beaucoup intéressé le Directeur de l'ANEJ.

CRES - CRDI (équipe Santé et Equité)

Mmes Sue GODT et Marie-Gloriose INGABIRE de l'équipe Santé et Equité du CRDI, accompagnées de M. Eugène GBEDJI, ont effectué une visite de travail au CRES le lundi 14 mars 2011. Ce fut l'occasion de revenir sur l'atelier méthodologique sur la taxation des produits du tabac organisé du 22 au 24 février 2011 pour mettre en place un réseau de chercheurs assez crédible pour accompagner la CEDEAO dans la mise en application de ses directives, avec le soutien des organisations de base.

Des axes de coopération entre les deux parties ont été explorés, notamment dans le domaine de la recherche et de la formation. Le CRES a été encouragé à prendre contact avec certaines institutions pour la mise en place d'un réseau de partenaires. A cet effet, les hôtes du CRES ont recommandé que soient ciblés l'Organisation Ouest- Africaine de la Santé (OAS) et l'institut supérieur des sciences de la population (ISSP).

La rencontre a pris fin par la projection du reportage télévisé sur l'atelier méthodologique sur la taxation du tabac

CRES - Initiative Think Tank

Le CRES a accueilli le 22 avril 2011 une délégation de l'Initiative Think Tank, conduite par M. Diakalia Sanogo, composée de Ms Katy Stockton et M. Edgard Rodriguez du bureau d'Ottawa et de M. Flaubert, Administrateur de Programme au bureau de Dakar. L'objet de la rencontre était :

- de préparer le rapport de suivi du projet ITT du CRES

- de faire l'état des lieux du projet PEP et de discuter des perspectives,
- d'actualiser la base des données de référence, collectées auprès de CRES en 2008, 2009 et 2010.

CRES - BROOKINGS

Le CRES et Brookings, African growth initiative (AGI), ont tenu une réunion le 10 octobre 2011 pour le lancement officiel de leur partenariat. L'équipe de Brookings était composée de Amanda Armah (senior financial manager), Drew Westbury (Assistant Director) et Julius Agbor (Africa Research fellow).

La rencontre fait suite à celle organisée à Nairobi du 08 au 11 octobre 2011 visant à établir un contact entre Brookings et les différents Think tanks (dont le CRES) avec lesquels cette institution a décidé d'établir un partenariat.

Les deux équipes ont examiné les différentes pistes d'exploitation des opportunités de collaboration envisagées pour atteindre l'objectif visé par le partenariat en vue d'influencer la prise de décision sur les questions économiques et sociales.

Deux groupes ont été constitués à la suite de ces échanges, le premier réfléchissant sur l'administration du partenariat et le second sur les stratégies de communication.



Le Directeur de communication du CRES (au centre), entouré des membres de la délégation de l'Institut Brookings

Gouvernance et performances organisationnelles du CRES

Durant l'exercice 2011, l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration ont été convoqués pour statuer sur plusieurs points, parmi lesquels :

- l'arrêté et la clôture et des comptes au 31 décembre 2010 ;
- l'adoption du rapport d'activités annuel 2010 ;
- la révision de la composition du Conseil d'Administration ;
- la désignation des membres du comité d'éthique ;
- la mise en place du conseil scientifique
- la Mutation du CRES du statut d'association à celui d'ONG.

Et conformément à la recommandation de son Conseil d'Administration, le CRES a déménagé son siège à la « Rue 10 Prolongée, Cité Iba Ndiaye Djadji, lots n° 1 et 2 / Sacré-Cœur Pyrotechnique». Il a aussi acquis un terrain pour l'édification de son siège.

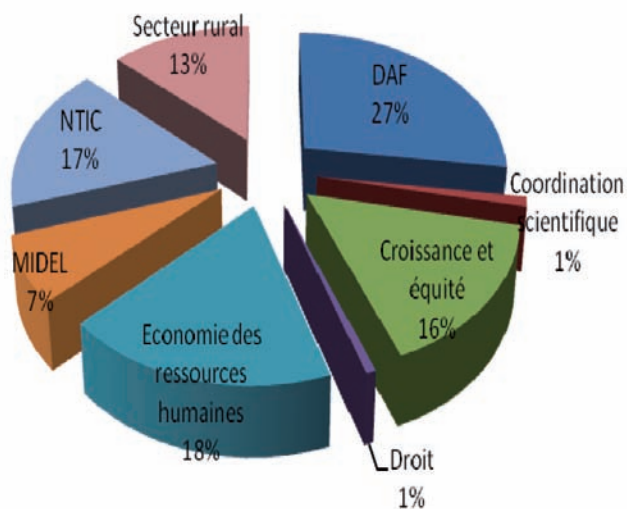
Grâce à son dispositif de gestion financière, il a pu présenter des comptes certifiés par le cabinet Deloitte Sénégal.

L'année 2011 a aussi été marquée par la consolidation des relations avec les partenaires traditionnels tels le CRDI et le Gouvernement mais aussi par de nouvelles relations nouées avec la Banque Mondiale, l'UNICEF et UN Habitat.

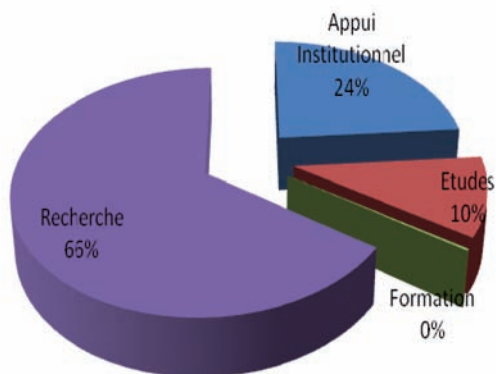


Le Président du Conseil d'Administration du CRES (à gauche) en compagnie du Pr Diagne

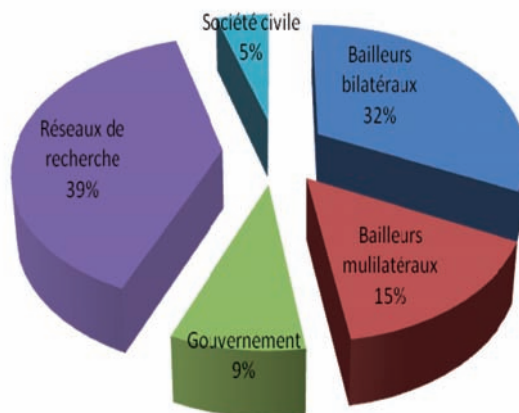
Exécution budgétaire par domaine



Exécution budgétaire par secteur



Sources de financement des activités

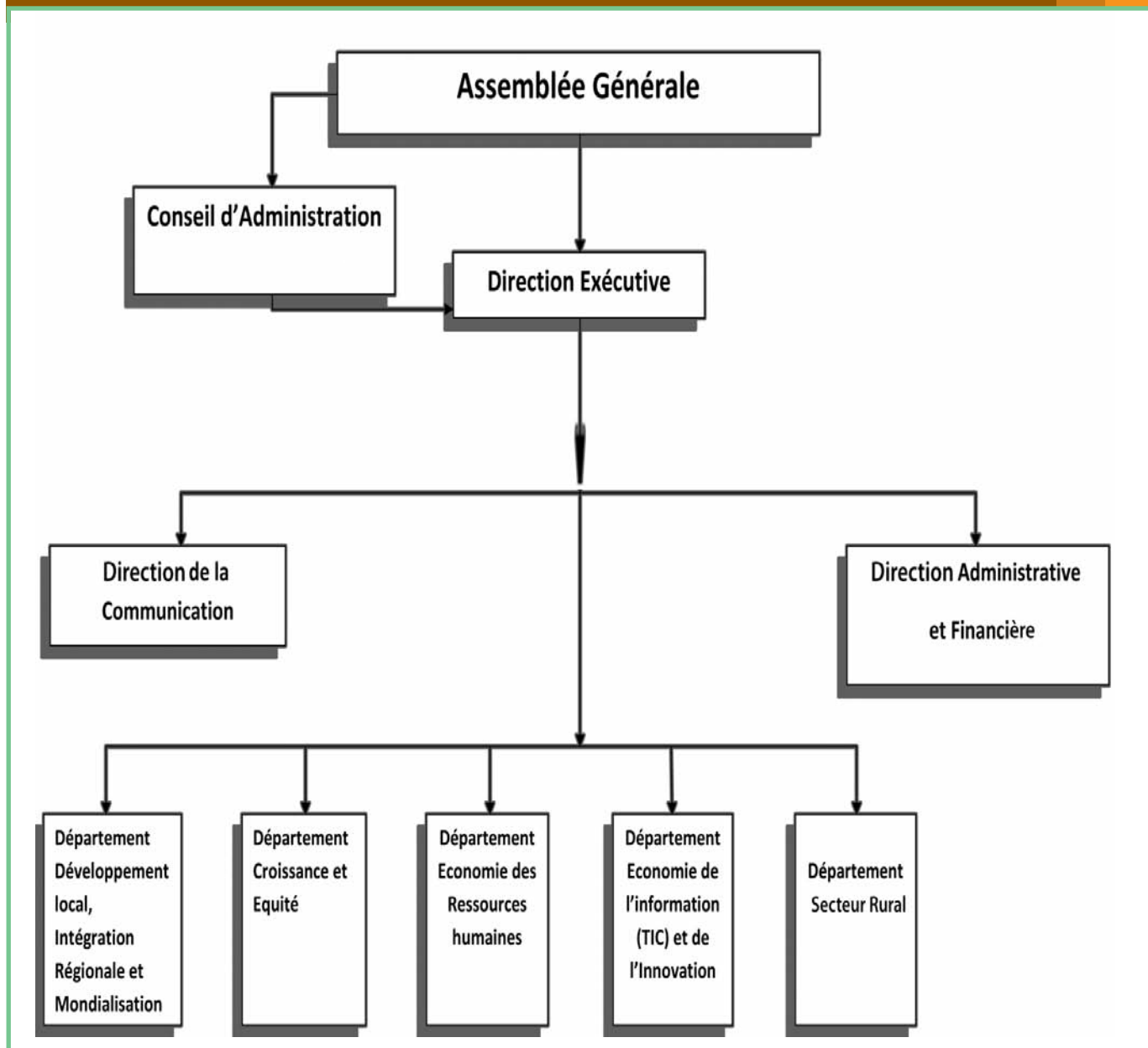


● GOUVERNANCE DU CRES

Les règles de gouvernance et de fonctionnement de l' Association sont édictées par le Code des Obligations Civiles et Commerciales (COCC), les statuts et le règlement intérieur.

L'Assemblée Générale est l'instance suprême de l'Association. Composée de membres qui remplissent les conditions requises par les statuts de l'Association, elle se réunit obligatoirement au moins une fois par an de manière ordinaire pour statuer sur la situation, l'activité et la gestion de l'Association.

ORGANIGRAMME DU CRES

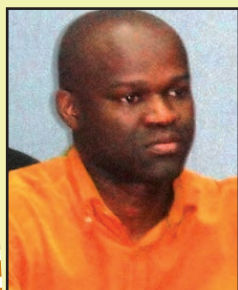


LES CHERCHEURS DU CRES



Marie Suzanne BADJI

Enseignante-Chercheuse à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar



François Joseph CABRAL

Professeur titulaire à la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar



Fatou CISSE

Enseignante-chercheuse à la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar



Gaye DAFÉ

Enseignant-chercheur à la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar



Mamadou DANSOKHO

Enseignant chercheur maître assistant à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar



Mbaye DIENE

Enseignant-Chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar



Abdoulaye DIAGNE

Professeur titulaire à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar



Abdoulaye SAKHO

Directeur de l'École Doctorale en Sciences Juridiques Politiques Economiques et de Gestion (SJPEG/UCAD)

Cheikh Ibrahima NIANG

Enseignant-Chercheur à l'Institut des Sciences de l'Environnement, Faculté des Sciences et Techniques, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Directeur de l'Institut sur le genre au CODESRIA

Le personnel administratif et technique



Jean Jacques BADJI
Directeur administratif
et financier
jjbadji@yahoo.fr
jjbadji@cres-sn.org



Bounama COULIBALY
Comptable
mamecheikhsn@hotmail.com
bcoulibaly@cres-sn.org



Mame Sokhna THIAW
Assistante de direction
sokhna_thiaw@hotmail.com
msthiaw@cres-sn.org



Mariétou MBAYE
Assistante
de programme
marietou@hotmail.com
mmbaye@cres-sn.org



Doudou NDIAYE
Directeur de la
communication
doudoucres@yahoo.fr
dndiaye@cres-sn.org



Boubacar DIAO
Chargé de publication
papadia3@hotmail.com
bdiao@cres-sn.org



Michel FAYE
Chargé de publication
ndigufaye@yahoo.fr
mfaye@cres-sn.org



Sokhna THIAM
Chargée du suivi
évaluation
sodiouf20@yahoo.fr
sdiouf@cres-sn.org

Les statisticiens



Yaya KY
y.ky@hotmail.com
yky@cres-sn.org



Ibrahim SADOU
ibrahimtx@yahoo.fr
isadou@cres-sn.org



Ousmane BIRBA
birbaous@yahoo.fr
obirba@cres-sn.org



Harouna
WASSOMGMA
wassongmah@yahoo.fr
hwassongma@cres-sn.org

Les chercheurs associés



Ibrahima THIAM
imthiam@yahoo.fr



El Hadj Alioune CAMARA
camara.cresucad@yahoo.fr
acamara@cres-sn.org



François Seck FALL
fallfranc@yahoo.fr



Bity DIENE
dienebity@yahoo.fr



Théophile AZOUMAHOU
azomahou@merit.unu.edu



Anne Sophie ROBILLARD
robillard@dial.prd.fr



Ismael FOFANA
i.fofana@cgiar.org



Baye Ndoumbé GUEYE
bngueye@yahoo.fr

Le Personnel Administratif du réseau "Partenariat en politique économique" (PEP)



Awa Diop
Administratrice
Partnership for Economic Policy (PEP)
awa.diop@ecn.ulaval.ca



Aissatou M. Diop
Administratrice du réseau PEP
aissatou.diop@ecn.ulaval.ca



Penda DIOP
pendadioppes@yahoo.fr



SOW Mariama Kesso
riamke85@yahoo.fr

Nos doctorants



Ousmane SOKHNA
osokhna@cres-sn.org
sokhnaousmane@yahoo.fr



Fatoumata Lamarana DIALLO
faatdiallo@yahoo.fr



Mamadou Aladji LY
mly@cres-sn.org
alhadji28@hotmail.com



Mouhamadou
Moustapha LÔ
mmlo@cres-sn.org
mmoustaphalo@yahoo.fr

